

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TRIMS/W/36  
13 septembre 2004

(04-3809)

Comité des mesures concernant les  
investissements et liées au commerce

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET DE SES ÉTATS MEMBRES

La communication ci-après, datée du 6 septembre 2004, est distribuée à la demande de la délégation des Communautés européennes.

### MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DU PARAGRAPHE 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ("CHINE")

#### I. GÉNÉRALITÉS

1. Les CE communiquent ces observations et questions avant la réunion du Comité des MIC prévue pour le 26 octobre 2004, de façon que les autorités chinoises puissent y répondre et compléter tous les renseignements qui seraient incomplets. Les questions font suite aux réunions que le Comité a tenues les 14 octobre 2002 et 3 octobre 2003, ainsi qu'aux questions posées précédemment par la CE et ses États membres dans les documents G/TRIMS/W/21 et G/TRIMS/W/31.

2. Lorsqu'elles auront reçu les renseignements que la Chine doit fournir conformément au paragraphe 8 et au paragraphe IV.3 a) de l'Annexe 1A du Protocole d'accession, les CE auront éventuellement des questions supplémentaires à poser.

Les observations et questions des CE ont trait aux points prioritaires suivants:

- modification des clauses qui figurent dans les arrangements contractuels et qui sont incompatibles avec l'Accord sur les MIC;
- nouvelle politique concernant l'automobile (dispositions relatives à l'investissement).

3. Dans le cadre de son accession à l'OMC, la Chine a pris un certain nombre d'engagements au regard des accords existants de l'OMC et des obligations qui y sont énoncées.

4. En ce qui concerne les MIC, la Chine s'est engagée à se conformer pleinement à l'Accord sur les MIC en éliminant les dispositions législatives et autres mesures constituant des MIC **dès son accession à l'OMC** et, [a]vant [l']examen, en "fourni[ss]ant des renseignements pertinents, y compris ceux spécifiés à l'Annexe 1A, à chaque organe subsidiaire". Plus précisément, le paragraphe 3 du Protocole d'accession de la Chine est ainsi libellé:

"3. Dès son accession, la Chine se conformera à l'Accord sur les MIC, sans recourir aux dispositions de l'article 5 dudit accord. Elle éliminera et cessera d'appliquer les prescriptions relatives à l'équilibre des échanges et des opérations en devises, les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale et les prescriptions relatives aux exportations ou les prescriptions de résultat auxquelles donnent effet des lois, règlements ou autres mesures. En outre, la Chine n'appliquera pas les dispositions de contrats imposant de telles prescriptions. Sans préjudice des dispositions pertinentes du présent protocole, elle fera en sorte que l'octroi des licences d'importation, des contingents, des contingents tarifaires ou de tous autres moyens d'autoriser les importations, et du droit d'importer ou d'**investir** pour les autorités nationales et infranationales **ne soit pas subordonné** à l'existence de fournisseurs nationaux concurrents de tels produits ni à des **prescriptions de résultat** de quelque nature que ce soit, par exemple en matière d'éléments d'origine nationale, de compensations, de **transfert de technologie**, de résultats à l'exportation ou d'activités de recherche et développement en Chine."

## **II. MODIFICATION DES CLAUSES QUI FIGURENT DANS LES ARRANGEMENTS CONTRACTUELS ET QUI SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD SUR LES MIC**

5. Le paragraphe 3 du Protocole d'accession de la Chine énonce clairement l'obligation pour la Chine non seulement de supprimer ou de modifier les dispositions législatives incompatibles avec l'Accord sur les MIC, mais aussi de faire en sorte qu'aucun contrat contenant des engagements et des obligations incompatibles avec l'Accord sur les MIC ne soit exécuté.

6. Or, les CE constatent – d'après les réponses fournies par la Chine lors des examens précédents relevant du MET – que les obligations énoncées dans des arrangements contractuels existants resteront néanmoins valables et exécutoires, même lorsque ces arrangements contiennent des engagements incompatibles avec l'Accord sur les MIC.

7. Au cours du dernier examen concernant les MIC effectué dans le cadre du MET, la Chine a déclaré respecter la liberté des parties de passer des contrats et a ajouté que les engagements pris par des producteurs (étrangers) restent exécutoires, car "ces engagements ne pourront être réputés nuls et non avenue ... [et] l'entreprise continuera d'honorer les engagements figurant dans le contrat", et qu'en ce qui concerne l'investissement étranger, les contrats et statuts d'une entreprise à participation étrangère ne prennent effet qu'après avoir été approuvés par l'autorité compétente.

8. Cette réponse semble être en contradiction directe avec l'engagement exprès pris en vertu du paragraphe 3 du Protocole de faire en sorte que les contrats qui contiennent des engagements et obligations incompatibles avec l'Accord sur les MIC ne soient plus exécutés.

9. **Dans ce contexte, les CE seraient reconnaissantes à la Chine de bien vouloir:**

- **confirmer que les arrangements contractuels qui contiennent des engagements et obligations incompatibles avec l'Accord sur les MIC devraient être modifiés de manière à contenir des obligations pleinement compatibles avec l'Accord sur les MIC;**
- **indiquer comment ces modifications pourraient être effectuées, y compris par une renégociation des passages pertinents d'un contrat;**
- **confirmer que, pour sa part, elle fera en sorte que les juridictions nationales ou d'autres tribunaux ou organes administratifs ne soient pas saisis pour faire exécuter des contrats susceptibles de contenir des engagements et obligations**

**incompatibles avec l'Accord sur les MIC et que les engagements et obligations incompatibles avec l'Accord sur les MIC seront considérés comme nuls et nonavenus.**

### **III. NOUVELLE POLITIQUE CONCERNANT L'AUTOMOBILE (DISPOSITIONS RELATIVES À L'INVESTISSEMENT)**

10. Les CE croient comprendre qu'au titre de la nouvelle politique chinoise concernant le secteur automobile, la participation étrangère maximale au capital social des coentreprises est limitée à 50 pour cent et le nombre maximal de coentreprises par investisseur est limité à deux. Elles croient comprendre, en outre, qu'aucune des restrictions ci-dessus ne s'applique aux opérations effectuées dans les zones de transformation pour l'exportation, .

11. Le paragraphe 3 du Protocole d'accession (cité précédemment) dispose que la Chine: "(...) fera en sorte que (...) [le] droit d'investir (...) ne soit pas subordonné (...) [aux] résultats à l'exportation (...)".

12. Selon l'interprétation exposée plus haut des caractéristiques pertinentes de la nouvelle politique chinoise concernant le secteur automobile et compte tenu de l'engagement de la Chine énoncé dans le Protocole d'accession, la situation peut se résumer comme suit: la production entièrement sous contrôle étranger n'est autorisée que dans les zones de transformation pour l'exportation, et ces investissements ne sont approuvés que s'ils sont réalisés dans ces zones. En d'autres termes, pour obtenir l'approbation d'un investissement correspondant à une prise de participation étrangère supérieure à 50 pour cent, les producteurs étrangers doivent implanter leur production dans une zone de transformation pour l'exportation. L'approbation ou le droit effectif pourraient donc être subordonnés à l'acceptation et au respect d'une obligation de résultats à l'exportation.

13. **Dans ce contexte, les CE seraient reconnaissantes à la Chine de bien vouloir:**

- **confirmer les caractéristiques pertinentes de sa nouvelle politique concernant le secteur automobile et donner des précisions supplémentaires sur les caractéristiques pertinentes en ce qui concerne l'approbation des investissements dans les zones de transformation pour l'exportation et les activités des entreprises établies dans ces zones, y compris la mesure dans laquelle l'exportation (et le volume de ces exportations) est effectivement requise et/ou nécessaire pour les entreprises situées dans ces zones, avec pour conséquence que ces résultats à l'exportation deviennent une condition d'approbation d'une prise de participation étrangère majoritaire et/ou du nombre illimité de coentreprises;**
- **indiquer le ministère ou l'organisme d'État qui est responsable des zones de transformation pour l'exportation et la réglementation qui prévoit la suppression des restrictions autrement applicables aux coentreprises à condition que l'investissement soit réalisé dans une zone de transformation pour l'exportation;**
- **donner des précisions sur les caractéristiques des zones de transformation pour l'exportation, y compris la possibilité d'importer sur le continent des marchandises transformées dans ces zones, et indiquer s'il y a des circonstances dans lesquelles cette importation a lieu en franchise de droits.**